

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 15 Novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIADIS Services

ZI Haie des Cognets
11, avenue de Bellevue
35136 Saint-Jacques-De-La-Lande

Références : UD35/2024-595
Code AIOT : 0005516058

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement TRIADIS Services implanté ZI Haie des Cognets 11, avenue de Bellevue 35136 Saint-Jacques-de-la-Lande.

L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADIS Services
- ZI Haie des Cognets 11, avenue de Bellevue 35136 Saint-Jacques-de-la-Lande
- Code AIOT : 0005516058
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement est dédié au tri-transit-regroupement de déchets dangereux et non-dangereux, provenant notamment des déchetteries.

Contexte de l'inspection :

- Inspection réactive suite à l'incendie de déchets d'emballages vides souillés survenu dans la nuit du 9 au 10 novembre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence
- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 5 | Plan d'Opération Interne – Contenu et exercices | Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100 | Demande d'action corrective | 45 jours |
| 7 | Etat des matières stockées | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 49 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 8 | Etat des matières stockées – dispositions spécifiques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art.50 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 9 | Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5 | Demande d'action corrective | 45 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|--|--|
| 1 | Rapport d'incident ou d'accident | Code de l'environnement, article R512-69L171-1 |
| 2 | Rapport d'incident ou d'accident | Code de l'environnement, article R512-69L171-1 |
| 3 | Protection des milieux récepteurs | Arrêté Préfectoral du 06/12/2007, article 7.6.7 |
| 4 | Plan d'Opération Interne – Elaboration | Code de l'environnement, article L.515-41 |
| 6 | Plan d'Opération Interne mesures de maîtrise | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c |
| 10 | Plan d'Opération Interne Produits de décomposition | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 9 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a correctement mis en œuvre les actions définies par la réglementation pour la gestion d'un sinistre dans le cadre de cet accident.

Le sinistre a été maîtrisé rapidement et n'a pas dégradé d'équipements de sécurité. Il n'est donc pas nécessaire de conditionner la reprise de l'activité à la réalisation de mesures d'urgence (pas de travaux, pas de réparations en lien avec la sécurité). Toutefois, un renforcement des prescriptions pourra être proposé au préfet pour tenir compte du retour d'expérience, une fois que le rapport d'accident complet aura été transmis.

Les premiers résultats des mesures environnementales réalisées ainsi que les constats faits lors de l'inspection ne conduisent pas à suspecter que les fumées dégagées pendant le sinistre pourraient avoir un impact sur les riverains et l'environnement. La consolidation des résultats est en cours et devra donner lieu à une note d'interprétation qui pourra utilement être présentée par l'exploitant lors de la prochaine commission de suivi de site.

Enfin, des actions correctives sont attendues de la part de l'exploitant pour qu'il mette à jour son plan d'opérations interne (POI) afin d'intégrer la déclinaison des obligations réglementaires relatives aux premiers prélèvements environnementaux et à l'état des stocks et qui sont actuellement détaillées dans des documents séparés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'incident ou d'accident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2000, article R512-69 et L171-1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'incident |
| Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. |
| Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées des événements survenus dès le 10/11/24, puis transmis un premier rapport d'accident établi sur la base de la fiche de notification d'accident/incident du BARPI le 12/11/24. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Rapport d'incident ou d'accident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2000, article R512-69 et L171-1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Remise d'un rapport |
| Prescription contrôlée : Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant « au préfet et » à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement « les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. |
| Constats : Le rapport d'accident transmis par l'exploitant le 12/11/24 précise que : <ul style="list-style-type: none">• l'incendie est survenu à 1h22 le 10/11/24, alors que le site était à l'arrêt, et a duré un peu plus d'1h30,• l'incendie a concerné environ 20m3, soit 5t, d'emballages vides souillés (tels que des pots de peintures et plastiques) ne contenant plus de substances dangereuses en quantités significatives et stockés en attente d'expédition dans une alvéole béton extérieure ,• l'incident est de très faible ampleur et sans conséquence sur l'extérieur, l'absence de vent ayant limité la diffusion dans l'environnement des émissions atmosphériques liées à l'incendie et les eaux d'extinction incendie ayant été intégralement confinées sur site,• des prélèvements environnementaux ont été réalisés,• les causes profondes de l'incendie ne sont pas encore définies,• le système de détection sera renforcé au titre des actions correctives envisagées. L'exploitant s'est engagé à transmettre un rapport d'accident plus complet une fois les résultats des prélèvements environnementaux reçus. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Protection des milieux récepteurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2007, article 7.6.7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des eaux d'extinction |
| Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un ou plusieurs bassins de confinement étanches aux produits collectés avant rejet vers le milieu naturel. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. |
| Constats : Les eaux d'extinction incendie (volume estimé de 15 à 20m3) ont été confinées sur site dans une cuve de rétention des eaux de pluies. Lors de l'inspection, ces eaux étaient pompées dans une citerne routière pour évacuation et traitement par incinération chez un prestataire agréé. Les restes de déchets brûlés ont été regroupés dans une benne pour évacuation et traitement par un prestataire agréé. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Plan d'Opération Interne – Elaboration

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/07/2013, article L.515-41 |
| Thème(s) : Risques accidentels, POI |
| Prescription contrôlée : L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de : 1° Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ; 2° Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs. |
| Constats : Le POI en vigueur est daté du 5 juin 2019 et l'exploitant indique qu'une mise à jour pour tenir compte notamment des changements de personnels à la direction du site a été préparée en 2023 mais n'est pas encore validée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Plan d'Opération Interne – Contenu et exercices

| |
|---|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-100 |
| Thème(s) : Risques accidentels, POI |
| Prescription contrôlée : I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. |
| Constats : Le POI en vigueur ne définit pas les mesures d'organisation prévues pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Les dispositions sont cependant déjà établies (intervention prévue de Séché Urgence Intervention) mais pas intégrées dans le POI. Ainsi, même si les dispositions existent et ont d'ailleurs été mises en œuvre lors de l'incident, il apparaît que le POI n'a formellement pas été mis à jour dans la périodicité demandée de trois ans. Un exercice est réalisé annuellement, le dernier a été réalisé en début d'année 2024. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit, dans le délai de 45 jours, mettre à jour le POI, notamment pour intégrer les mesures d'organisation pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. > L'exploitant indiquera également les dispositions prises pour garantir le respect de la périodicité de trois ans pour la mise à jour de son POI. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 45 jours |

N° 6 : Plan d'Opération Interne – mesures de maîtrise

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V-c |
| Thème(s) : Risques accidentels, POI |
| Prescription contrôlée : Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 : Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ; |
| Constats : L'incendie des emballages vides souillés dans l'alvéole extérieure a été détecté par une caméra thermique dès que le feu s'est développé, générant une alarme feu au niveau de la télésurveillance. Les moyens techniques (eau incendie, dispositifs de détection notamment) sont décrits dans le POI en vigueur. L'intégrité de la caméra thermique n'a pas été remise en cause par l'incendie, celle-ci étant suffisamment éloignée de l'alvéole. L'exploitant estime que l'incendie a été provoqué par un échauffement dont l'origine n'était pas identifiée lors de l'inspection. Afin de pouvoir intervenir en amont d'un incendie, l'exploitant envisage d'abaisser le seuil de température de détection de la caméra thermique ou de mettre en place une caméra thermographique pour être en mesure de détecter l'évolution d'un point chaud avant déclenchement de l'incendie. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Etat des matières stockées

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 49 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité de l'État des stocks |
| Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. |
| Constats : L'exploitant a présenté l'état des stocks du site. Celui-ci est mis à jour quotidiennement les jours travaillés. L'état des stocks est matérialisé au travers de 2 documents : <ul style="list-style-type: none">• un état des stocks détaillé qui identifie par zone ou bâtiment du site les matières ou déchets stockés avec indication des quantités en kg et précision du code ONU pour les substances dangereuses,• un état plus synthétique qui reprend les quantités cumulées par typologie de risque (toxique, inflammable, etc.) et rubrique 4XXX. Ces documents sont accessibles à distance par l'exploitant. L'état des stocks détaillé est placé en fin de chaque journée travaillée à l'accueil du site dans une vitrine accessible aux pompiers. L'inspection constate que l'état des stocks à la date de l'incendie ne mentionne aucun stock dans l'alvéole concernée par l'incendie alors que celle-ci contenait, d'après l'exploitant, 20 m3 d'emballages vides souillés lors de l'incendie. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant doit mettre en œuvre les moyens nécessaires pour s'assurer du renseignement exhaustif de l'état des stocks. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 8 : Etat des matières stockées – dispositions spécifiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art.50 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contenu de l'état des stocks |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'état des stocks actuel ne permet pas de répondre totalement à la demande.</p> <p>En effet, l'état des stocks détaillé ne précise pas les mentions de danger pouvant conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX mais les codes ONU des substances dangereuses.</p> <p>L'état des stocks synthétique présente les quantités stockées par grande famille de danger mais n'indique pas la localisation des stockages.</p> <p>Un plan du site est joint à l'état des stocks détaillé mis à disposition des pompiers à l'accueil du site.</p> <p>L'état des stocks n'est pas référencé dans le POI en vigueur.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>> Il appartient à l'exploitant de mettre en place les moyens nécessaires pour disposer d'un état des stocks permettant de répondre aux objectifs de gestion d'un événement accidentel et d'information de la population conforme aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté du 4 octobre</p> |

| |
|--|
| 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. Cet état des stocks doit être référencé dans le POI du site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 9 : Plan d'Opération Interne - Prélèvements environnementaux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements environnementaux |
| Prescription contrôlée : <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none">- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. |
| Constats : <p>Le POI en vigueur ne mentionne pas les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, ni les moyens et méthodes de remise en état et nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</p> <p>Ces dispositions ont pourtant été pré-définies avec l'APAVE et ont été mises en œuvre dans le cadre de la gestion de l'incendie du 10/11/24.</p> <p>Pour chaque scénario d'accident identifié dans l'étude des dangers, les substances à rechercher dans les différents milieux ont été pré-définies ainsi que les lieux de prélèvement en fonction des conditions météorologiques en précisant les matériels à utiliser.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'Inspection le compte-rendu d'intervention de l'APAVE établi dans le cadre de la gestion du sinistre du 10/11/24.</p> <p>5 prélèvements surfaciques ont été réalisés moins de 4h après le début de l'incendie en limite de site et jusqu'à 1000m autour du site. Les paramètres recherchés sont : HAP, métaux dont nickel, cadmium, mercure, plomb et lithium, dioxines et furanes.</p> <p>En l'absence de vent lors du sinistre, aucun prélèvement sur le milieu air n'a été effectué.</p> <p>A la date de rédaction du présent rapport, les premiers résultats montrent l'absence de HAP dans les prélèvements surfaciques réalisés. Les résultats pour les autres paramètres sont encore attendus.</p> <p>Les eaux d'extinction incendies ont également fait l'objet d'analyse afin d'identifier, notamment ; la présence de dioxines, métaux, HAP, hydrocarbures totaux, BTEX, COT et COHV. Ces résultats n'ont pas encore été transmis à l'inspection.</p> |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>> Le POI de l'établissement doit être mis à jour, pour la fin de l'année 2024, pour inclure les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux et les moyens et méthodes de remise en état et nettoyage de l'environnement après un accident majeur en</p> |

| |
|--|
| application de l'article 5 de l'arrêté du 26/05/14. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 45 jours |

N° 10 : Plan d'Opération Interne - Produits de décomposition

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Produits de décomposition |
| Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai. |
| Constats : L'étude des dangers du site est soumise au réexamen quinquennal qui doit être réalisé avant février 2027 (5 ans après le dernier complément significatif reçu, il s'agit en l'occurrence de l'étude technico-économique de réduction du risque transmise en février 2022). La liste des produits de décomposition devra être transmise dans le cadre de la mise à jour du POI, en application du point i) de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/14. |
| Type de suites proposées : Sans suite |